17 tribunaux correctionnels en cours de construction au Burundi

PANA, 18/12/2008 Bujumbura, Burundi - Les travaux de construction de 17 nouveaux tribunaux correctionnels devraient être achevés dans moins d'un mois, indique le dernier rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau international des Nations unies au Burundi (BINUB). Le projet entre dans le cadre d'une série de réformes judiciaires appuyées par le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix au Burundi, selon la même source.

La surpopulation carcérale serait la motivation profonde au renforcement des infrastructures judiciaires nationales, explique le rapport. En association avec le ministre de la Justice, le BINUB a organisé cette année sept séries d'audiences foraines pour contribuer à accélérer les procédures judiciaires et réduire le nombre de personnes en détention provisoire. Le BINUB a également formé, en collaboration avec la direction générale de l'administration pénitentiaire, 120 fonctionnaires et surveillants de prisons sur l'ensemble des règles minima pour le traitement des détenus et d'autres instruments relatifs aux droits de l'Homme, ainsi que sur les règles de déontologie. Par ailleurs, BINUB a lancé des initiatives stratégiques afin de renforcer les capacités des magistrats burundais. Dans un premier temps, 254 magistrats, dont 51 femmes, ont été formés à travers tout le pays à l'application des instruments internationaux relatifs aux droits de l'Homme. Environ 1.000 magistrats ont été formés aux règles de déontologie judiciaire, selon la même source. Un stage de formation d'un mois sur la gestion des tribunaux et la déontologie a été organisé à l'été 2008. 12 magistrats qui devront à leur tour former quelque 120 confrères d'ici la fin 2008. Dans le domaine de la justice pour mineur, le BINUB a organisé une série d'ateliers de sensibilisation auxquels ont participé, entre autre, 970 membres de comités locaux de protection de l'enfance. La seule fausse note du rapport porte sur les lenteurs dans la mise en place d'une justice transitionnelle à travers la création d'une Commission nationale pour la vérité et la réconciliation (tribunal pénal spécial international pour le Burundi). Le pays tente difficilement de sortir de plus de 14 ans d'une guerre civile qui a fait à ce jour plus de 300.000 morts et occasionné beaucoup de dégâts matériels, selon les estimations des Nations unies.